Lutter contre deux maux à gauche : l'islamophobie et l'orientalisme de retour

dimanche 18 novembre 2012, par DAHER Joseph (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2012).

Sommaire

- Partie I
- Partie II

Partie I

La lutte contre l'islamophobie en Europe et pour le changement radical des sociétés au Moyen Orient et en Afrique du Nord nécessite encore et toujours des débats au sein de l'extrême gauche, car un certain nombre de camarades ont parfois du mal à combiner les deux objectifs pour différentes raisons, souvent d'ailleurs contradictoires. Dans la première partie de cet article, nous traiterons de la nécessité de la lutte contre l'islamophobie comme objectif central de la lutte pour une société plus égalitaire et plus juste, particulièrement en période de crise économique et de montée du racisme en Europe.

Islamophobie : développement et dynamiques

L'islamophobie est tout d'abord le racisme contre la communauté musulmane, contre les citoyen·ne·s de confession musulmane qu'il ou elle soit pratiquant·e, simple croyant·e ou athée mais portant un prénom musulman. L'islamophobie ne mesure pas la religiosité d'une personne.

L'islamophobie a connu une explosion en Occident après les attentats en septembre 2001. Un nouvel ennemi avait été trouvé et les lois discriminantes à l'encontre des communautés musulmanes en Europe ont connu un boom.

Dans un rapport publié en 2012 et intitulé « Choix et préjudice : les discriminations contre les musulmans en Europe », Amnesty International s'alarme du climat islamophobe et de nombreux pays européens (France, Suisse, Autriche, …) sont pointés du doigt pour leurs pratiques, tandis que les partis politiques les encouragent bassement dans leur quête de voix électorales, ajoute le rapport. Le rédacteur du rapport décrit par exemple le fait que « des femmes musulmanes se voient refuser des emplois et des jeunes filles sont empêchées d'aller en classe simplement parce qu'elles portent des vêtements traditionnels comme le foulard (…). Des hommes peuvent être licenciés pour porter des barbes associées à l'islam ».

La Suisse n'échappe pas à cette atmosphère islamophobe, dont le symbole reste la loi sur l'interdiction de construction de nouveaux minarets votée en 2009. Plus récemment à Bâle, un couple s'est vu refuser un appartement parce que la femme portait le voile.

Cause fondamentale : lutte contre l'islamophobie

La gauche radicale dans la résistance contre les intérêts capitalistes qui veulent imposer des

mesures d'austérités à travers l'Europe via l'outil principal de la dette, mais également du racisme et de l'islamophobie ne peut se permettre de reléguer cette issue. L'islamophobie, comme le racisme et le communautarisme, est un instrument des classes dirigeantes pour diviser les classes populaires et les détourner de leur réel ennemi : la classe bourgeoise.

Trostky affirmait que même si une démocratie complète est illusoire sous le système capitaliste, le mouvement révolutionnaire ne doit en aucune façon renoncer, même sous l'impérialisme, à la lutte pour les droits démocratiques.

Le combat contre l'islamophobie et le racisme en général et pour le droit à l'exercice de la liberté de conscience est fondamental dans la pensée marxiste. Dans sa *Critique du programme de Gotha du Parti Ouvrier Allemand* (1875), Marx expliquait que la liberté privée en matière de croyance et de culte doit être définie uniquement comme rejet de l'ingérence étatique. Il en énonçait ainsi le principe : *« chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels, sans que la police y fourre le nez »*. Le marxisme classique, celui des fondateurs, n'a d'ailleurs pas requis l'inscription de l'athéisme au programme des mouvements sociaux.

La question du voile ne concerne que les femmes, elles doivent décider par elles-mêmes et en toute indépendance de son port ou non. Le voile imposé ou retiré par la force est un acte réactionnaire et qui va à l'encontre de tout soutien à l'auto-détermination de la femme.

Tactique et stratégies

Dans cette lutte contre l'islamophobie, nous nous opposons à ceux et celles à gauche qui rejettent toute unité d'actions et de possibilité de front uni avec des groupes ayant une base ou se revendiquant de fondements religieux, en faisant appel à la fameuse phrase de Karl Marx, selon laquelle la religion est *« l'opium du peuple »*, sans faire référence à la suite du texte qui explique le réel sens à y donner. Un certain nombre d'exemples historiques démontrent l'erreur de ce positionnement. La gauche radicale a collaboré et lutté côte à côte avec les adeptes de la théologie de la libération, qui avaient développé une critique radicale du capitalisme, contre les dictatures d'Amérique du Sud. Le parti bolchévique n'hésitait pas à coordonner des luttes avec le Bund, union générale des travailleurs juifs de Pologne, Lituanie et de Russie, fondée en 1897, qui malgré son orientation athéiste, anti-cléricale et fondamentalement socialiste, était néanmoins basée sur un regroupement communautaire. Finalement Malcolm X, qui tout en restant fidèle à ses convictions religieuses, particulièrement à la fin de sa vie, évoluait à gauche. Il n'hésita pas à critiquer les dirigeants musulmans dans une interview en 1965 qu'il accusa d'avoir volontairement maintenu les peuples, et les femmes en particulier, dans l'ignorance. Il ajouta aussi que l'état d'avancement d'une société se mesure à la situation faites aux femmes, en déclarant que *« plus les femmes sont éduquées et impliquées… plus le peuple entier est actif, lumineux et progressiste »*.

L'intervention des forces progressistes et révolutionnaires permet la radicalisation des mouvements, et doit également empêcher toute dérive de confiscation « identitaire » des débats et des dynamiques politiques en inscrivant les luttes dans une perspective humaniste, universelle et révolutionnaire.

Partie II

Nous avons dans la première partie tente de montrer pourquoi et comment la lutte contre l'islamophobie est une cause importante pour la gauche radicale, malheureusement souvent mis de côté chez certain·e·s camardes, dans son combat pour une société égalitaire et émancipée contre le système capitaliste. Dans cette deuxième partie, nous voulons démontrer que la lutte contre

l'islamophobie ne doit en aucun cas laisser la place à un « orientalisme en retour ou inversé » qui touche une certaine partie de la gauche radicale quand nous analysons le Moyen Orient et l'Afrique du Nord.

Le concept d'orientalisme en retour

L'orientalisme en retour est un concept développé par le marxiste syrien Sadiq Jalal al Azm en 1980 face à ce qu'il considère comme une ligne révisionniste de la pensée politique arabe qui a fait surface sous l'effet du processus révolutionnaire iranien après 1979. La thèse centrale de ce courant, lequel trouve à sa source un certain nombre d'intellectuels de gauche et nationalistes déçus, peut se résumer comme suit : *« Le salut national tant recherché par les Arabes depuis l'occupation napoléonienne de l'Egypte ne se trouve ni dans le nationalisme laïc (que ce soit radical, conservateur ou libéral), ni dans le communisme révolutionnaire, le socialisme ou autre, mais un retour à l'authenticité de ce qu'ils appellent l'islam politique populaire »*.

Ce courant a trouvé malheureusement des adeptes dans certains courants de la gauche en Europe également, certes minoritaires mais néanmoins présents. L'islam politique devient pour cette tendance un agent de modernisation et la religion islamique est la langue et la culture essentielle des peuples musulmans. Dans leur vision donc, l'Islam devient la force motrice de l'histoire en Orient, et non comme en Occident, les intérêts économiques, les luttes de classe et les forces sociopolitiques.

L'Islam politique et les processus révolutionnaires

Cette vision considère ainsi l'Islam politique comme des « anti-impérialistes » ou des « progressistes », et les comparaisons avec les mouvements de la théologie de la libération ont alors fleuri. Nous réfutons ces adjectifs dans leur totalité. Il faut bien sûr reconnaitre l'élément anti-impérialiste de certains mouvements luttant contre Israël, d'ailleurs mis à part Hamas et Hezbollah il est souvent rhétorique, mais cela ne suffit pas à les caractériser comme anti-impérialiste ou progressiste. Ils n'encouragent en effet pas de politiques visant à émanciper la société, tandis qu'ils ne s'opposent pas aux politiques néolibérales tout en s'opposant le plus souvent aux syndicats. La lutte contre les inégalités sociales et la pauvreté ne peut en aucun cas être combattue à travers la charité, élément qui caractérise ces mouvements, mais maintient au contraire les injustices sociales et ne remet pas en cause le système en place qui permet ce genre de maux. Les mouvements de l'Islam politique ont enfin tendance à promouvoir l'idée que la libération et le développement des pays arabes dépendent en premier lieu de l'affirmation de leur identité islamique, qui serait « permanente » et « éternelle » dans leur illusion, et non en luttant contre le capitalisme et l'impérialisme. D'autres questions peuvent être également débattues comme la lutte pour les droits de la femme, la lutte contre le communautarisme, quel Etat, etc.

Il est certain que nous devons nous opposer aux discours islamophobes développés et entretenus par les élites et les médias de l'Occident contre les mouvements de l'Islam politique et s'opposer à la répression contre ces derniers lorsque c'est le cas dans certains pays. Cette position de principe ne doit par contre pas nous empêcher de soutenir et de lutter pour le changement radical dans les sociétés de la région. Il nous faut développer une analyse matérielle et de classe des dynamiques sociétales et de ces partis de l'Islam politique, lesquels comme nous pouvons le constater en Egypte et en Tunisie par exemple s'opposent à travers différents moyens à la continuation des processus révolutionnaires et au changement radical.

Les exemples de l'Egypte et de la Tunisie

L'Egypte et la Tunisie, ou les Frères musulmans (FM) sont au pouvoir, cherchent depuis le début de

leur élection à renforcer ou à maintenir les liens diplomatiques, économiques et politiques de leurs Etats avec les puissances occidentales impérialistes. Ainsi, le gouvernement égyptien a reçu début septembre une délégation d'hommes d'affaires étasuniens pour encourager les investissements, alors que la contestation socio-économique est tenue à l'œil.

La répression contre les grèves n'a en effet cessé d'augmenter avec l'arrivée du président Morsi, candidat des FM au pouvoir. De nombreuses lois et initiatives interdisant les grèves et manifestations de travailleur·euse·s ont été promulguées. Le nouveau régime tente de briser la volonté des travailleur·euse·s en grève, tandis que le ministère du travail travaille simultanément sur l'affaiblissement et la tentative de contrôler le mouvement syndical indépendant. Une peine de 3 ans a été prononcée contre 5 syndicalistes le 23 septembre par exemple, condamnation la plus sévère prononcée dans un tel cas depuis plus de 30 ans.

En Tunisie également, les luttes politiques et socio-économiques n'ont pas cessé, tandis que la répression contre les syndicalistes et autres activistes augmentaient de manière progressive.

Les courants orientalistes et d'orientalisme en retour, qui voyaient pour des raisons différentes et opposées la religion comme le moteur de l'histoire dans cette région peuvent revoir leur copie, car les mots d'ordre de ces révolutions n'ont pas été « l'Islam est la Solution », mais bien « La révolution continue est la Solution » ou encore « Pain, Liberté et indépendance ».

Les processus révolutionnaires au Moyen Orient et en Afrique du Nord ont ouvert une nouvelle page de luttes et d'émancipations, pas simplement au niveau régional, mais international également.

Joseph Daher

P.-S.

* Paru en Suisse en deux parties dans « solidaritéS » n° 216 (24/10/2012) et n° 217 (09/11/2012) ;